« leurs » pauvres devrait-on dire, un minimum de compassion. Mais ne nous égarons pas vers les sermons moralisateurs d'ONG, car ils font toujours sourire ceux qui tiennent la caisse.

Sobrement, contentons-nous de dire que depuis les travaux du géographe Ilídio do Amaral, nous n'avions jamais lu une monographie aussi fouillée sur un aspect de la vie économique à Luanda dans ce qu'elle a de plus informel, d'ingénieux, d'indispensable au quotidien et surtout de pitoyable. Arpentant – comme s'il était l'un des 500 000 clients journaliers du site – les allées latéritiques de Roque Santeiro, Lopes s'est donc lancé, questions en bouche et questionnaire en mains, dans les statistiques des produits vendus et de leurs vendeurs. Il estime que ces derniers sont environ 15-16 000 enregistrés, plus 40 000 « clandestins » et intermittents tolérés, sans parler des intermédiaires, des manœuvres, des gardiens, etc., dans cette foire d'empoigne supranationale.

Au fait, que vient-on acheter sur environ 2 km² d'étals, d'échoppes et de bâches sur le sol ? Tout ce qui est désirable et, pour certains, tout simplement vital. Du manioc, des carcasses, du matériel chirurgical, des têtes de macaque desséchées, des bazookas, des passeports avec visas falsifiés, des prothèses pour amputés, des bananes, des dollars, du lait en boîte, du crack, des cartes routières hongroises, du champagne millésimé, des jeunes filles nubiles, des clous, des *ninjas*, des arbres généalogiques, des voitures volées ou non, des vaccins à peine périmés, des diamants authentiques, d'autres un peu moins, des fonctionnaires irréprochables, des serrures inviolables, des hommes de main, des fétiches suractivés, des titres de propriété en Algarve, etc. Tout ! Les seules choses qui soient gratuites sont l'odeur, les ordures, la poussière ou la boue, les bactéries, les virus et la vue sur l'océan. Pour cette dernière, la spéculation foncière aidant, les pouvoirs publics ne vont pas tarder à rentabiliser le panorama en expulsant le marché pour que l'on construise enfin ces immeubles de prestige ou de moyen standing, dignes d'une capitale moderne, en attendant les marinas et les plateformes sur les toits pour hélicoptères, vu les embouteillages urbains.

Rien n'est trop cher pour admirer enfin de son balcon, les sillages reconstitués des anciens *tumbeiros* que les glorieux ancêtres remplissaient d'esclaves juste un peu plus noirs que les vendeurs. Après tout, le pays est richissime, la guerre est finie, les Chinois savent travailler si on les paie et la population explose.

Pourquoi se priver ? La vie est belle dans les *telenovelas*.

Novembre 2008, René Pélissier

Stephen C. LUBKEMANN, *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*, Chicago, The University of Chicago Press, xi + 401 p., 2008, ISBN 13 : 978-0-226-49642-9.

Travail d'anthropologue s'intéressant – en profondeur et peut-être outrancièrement – aux théories de ses confrères sur les réfugiés et les déplacés, le livre sur environ un quart de ses pages est une sorte de démolition feutrée des diktats qui vous font une réputation dans le monde de l'anthropologie des conflits aux États-Unis. Chacun se cherche une niche. Et pourquoi pas ? Mais le simple lecteur apprendra avec soulagement qu'au-delà de ces querelles d'écoles, le reste de l'ouvrage étudie

la situation pendant et après la guerre civile dans le district de Machaze, le plus méridional de la province de Manica (à la frontière du Zimbabwe). Contrairement à beaucoup de ses collègues, l'auteur a exploité minutieusement les archives de la Companhia de Moçambique concernant ces Ndau (groupe shona) qui fascinent tant les anglophones. C'est déjà un bon point. En plus, fuyant la diabolisation unilatérale des uns et des autres, il offre un tableau où ni la Renamo ni le Frelimo ne sont à leur avantage. Ce sont les perdants, les civils, qui occupent l'avant-scène du malheur. Les descriptions des relations familiales et sociales des ruraux restés sur place ou partis en exil (en Afrique du Sud notamment) sont agrémentées de longs témoignages. L'absence de développement dans leur terroir explique en partie le refus de rentrer de nombreux réfugiés. Pour l'historien, la conclusion la plus pertinente est qu'il n'y a pas eu une seule et même guerre civile au Mozambique, mais des variantes locales. Le cadre national est donc inefficace pour en rendre compte. Si, à leur tour, ses anthropologues et ses sociologues, sans parler des politologues, s'en rendent compte, tout n'est peut-être pas perdu pour le mozambicanisme américain qui a le vent en poupe ces temps-ci.

Novembre 2008, René Pélissier

Augusto NASCIMENTO, *O fim do Caminhu Longi*, Mindelo, Cap-Vert, Ilhéu Editora, 2007, 144 p., sans ISBN.

Augusto NASCIMENTO, *Vidas de S. Tomé segundo vozes de Soncente*, Mindelo, Cap-Vert, Ilhéu Editora, 2008, 186 p., photos noir et blanc, ISBN : 978-989-95845-0-1.

Sept années passées dans l'archipel à titre de professeur coopérant ont déterminé l'orientation santoméenne de l'auteur qui d'historien est devenu docteur en sociologie historique et le plus prolifique des spécialistes de São Tomé (neuf livres publiés entre 2002 et 2008 !). Son domaine, c'est la *roça*, c'est-à-dire la mère dévorante de l'économie et de la société insulaires aux XIX^e-XX^e siècles. Et dans la plantation, la vie et la position de ceux qui y travaillaient, d'abord les Européens, puis les Mozambicains déportés et maintenant les Capverdiens, volontaires ou pas tout à fait. Ce faisant, il accède facilement au statut d'autorité en la matière car la concurrence locale et internationale est encore faible. Le premier des deux titres examinés ici enregistre des témoignages de Capverdiens restés sur place qui expliquent ce qu'étaient les conditions de vie et de travail à la fin de la période coloniale. On apprend ainsi que le croquemitaine des *filhos da terra*, le super-Moloch dans la mythologie qui s'est forgée autour de la « guerre de Batepá » en 1953, le gouverneur Gorgulho, en personne, n'a pas laissé de si mauvais souvenirs aux travailleurs capverdiens. Il est vrai qu'étant réputés moins indolents que les natifs – tout au moins ceux qui, ayant franchi la frontière entre eux et les *contratados*, étaient bien décidés à jouir de leur statut d'hommes libres –, les Capverdiens dans l'archipel étaient légèrement mieux traités que les misérables *contratados* qui étaient venus du continent dans les conditions que l'on connaît.

Très intéressants sont les développements consacrés à la position délabrée des Capverdiens qui n'ont pas été rapatriés après l'indépendance. En porte-à-faux par rapport aux *filhos da terra*, puis marginalisés économiquement et socialement, la